

La noblesse dépouillée de son ancienne influence s'intéressait peu aux libertés constitutionnelles. Ce n'est que lorsqu'il s'agit de réformes sociales, en faveur des paysans opprimés, qu'elle se souleva contre Joseph II. Elle défendait ses intérêts matériels sans se soucier beaucoup des restes de ses anciens droits politiques. La noblesse n'accepta pas sa déchéance, mais beaucoup de ses membres, — les plus riches et les plus illustres, — passaient près de la cour la plus grande partie de leur vie et étaient en mauvaise posture pour soutenir leurs compatriotes, si même ils n'étaient pas les instigateurs des innovations les plus radicales (1).

En outre, les guerres éternelles des Habsbourgs, où la Bohême était le champ de bataille, et la contre-réformation des souverains catholiques, l'œuvre des Jésuites et du clergé catholique en Bohême, tout cela avait enfin réussi à détruire presque complètement tout élément national dans le peuple ; la nation tchèque se trouva sous Marie-Thérèse et Joseph II au bord de sa ruine et ne donnait presque pas de signe de vie, ce qui était un soutien très puissant pour les idées et les plans de Joseph II.

Mais pour Marie-Thérèse il y avait toujours des obstacles sérieux à la destruction de l'autonomie de la Bohême dans les anciennes institutions. Si tout était favorable à son entreprise, les institutions résistaient toujours comme des forteresses inébranlables : ainsi la Chancellerie de la Bohême et la Diète sont toujours restées intactes. La Chancellerie était

(1) E. Denis, *O. c.*